

SAÂD GUERBOUSSI ET SES TROIS COMPLICES ACQUITTÉS

La deuxième mort de Beliardouh

Ahurissant ! Saâd Guerboussi, le puissant président de la Chambre de commerce et d'industrie de Tébessa, ainsi que ses trois complices, Zaoui Hocine, Allaoua Mohamed et Rezaïguia Mohcen, ont été acquittés par le tribunal criminel de Tébessa.

Un simulacre de procès où, étrangement, des témoins oculaires à charge s'étaient absentés a contrario d'autres, à la volte-face sidérante. Ironie du sort, ce sont deux confrères présumés du défunt Abdelhai Beliardouh qui voleront au secours de Saâd Guerboussi et ses complices après avoir situé perspicacement durant toute l'instruction, les responsabilités dans les supplices subis par la victime. «Confrères» amnésiques, semblerait-il, devenus par on ne sait quel tour de sorcellerie, des témoins à décharge à la solde des accusés. Le verdict prononcé très tard dans la soirée de mardi était tombé tel un couperet pour les ayants droit, partie civile et

leurs avocats respectifs. Ces derniers qui ont dû mener une première bataille juridique s'agissant de la constitution des parties civiles, la famille du défunt et le quotidien *El Watan*, récusées par la défense des accusés mais néanmoins admises par le tribunal après délibération. Aussi regretteront-ils les absences des témoins à charge qui avaient délivré à la police des dépositions détaillées sur l'enlèvement et les violences subies par la victime. Absences qui ne seraient pas dues, à leur avis, au hasard et auxquelles le président d'audience aurait pu pallier en ordonnant leur présentation quitte à recourir à la force publique puisque la loi l'y autorise. L'instruction

de l'affaire avait déjà buté à ce même cas de figure mais le juge en charge de l'affaire était allé jusqu'à délivrer des mandats d'amener pour pouvoir auditionner les témoins à charge. Réduite à ne s'appuyer que sur les contradictions relevées dans les auditions, séance tenante, des accusés et des «faux témoins», la partie civile s'en était pourtant bien tirée à travers les plaidoiries de M^{me} Khaled Bourayou, Zoubair Soudani et Ali Meziane induisant un réquisitoire corroborant du ministère public qui a retenu des peines de dix années d'emprisonnement pour les quatre accusés. Le procureur de la République, qui s'est manifestement inscrit en faux par rapport au verdict rendu, usera certainement de ses prérogatives de pourvoi en cassation du jugement alors que pour les avocats de la partie civile, la question n'est même pas discutable, «nous

ferons appel». Une position partagée par tous, car «le combat pour le triomphe de la justice doit se poursuivre», a estimé le directeur d'*El Watan*, Omar Belhouchet, qui s'est dit «choqué par ce verdict et scandalisé par la volte-face de témoins, on ne peut mieux amnésiques. J'aurais aimé que justice soit faite mais nous avons en face quelqu'un (Guerboussi) de très puissant. A Tébessa, c'est lui la justice. D'autant plus qu'il nous revient à l'esprit qu'il fut l'un des plus importants bailleurs de fonds pour les besoins de la campagne électorale de Bouteflika et l'un des plus fervents défenseurs de son programme. Nous ne pouvons, dès lors, nous empêcher de faire le lien entre ces activités, l'influence qu'il peut avoir et le verdict rendu dans ce procès». Pour M^{me} Zoubair Soudani, «ce procès est la démonstration parfaite de ce qu'on

appelle, la subornation de témoins. Ceux à charge qui se rétractent au dernier moment sous la pression et ceux qui se détournent à 180° pour plaire aux puissants. Et s'il y avait une volonté de faire ramener les témoins à charge, rien n'aurait empêché la tenue d'un procès équitable». M^{me} Ali Meziane pense, lui, que ce procès est «l'aboutissement d'une manipulation qui a duré dix ans. Dans ce procès, il n'y a pas que les paroles qui partent, les écrits aussi disparaissent. Ce que nous avons toujours craint s'est produit malheureusement au terme de cette audience. Les témoins oculaires qui ne sont pas venus pour des raisons que l'on peut imaginer, d'autres que le défunt comptait hélas parmi ses confrères et qui ont opéré un revirement honteux, c'est dire que tout n'est pas fortuit».

K. G

LE NOUVEAU CODE DES PENSIONS MILITAIRES EN DEBAT À L'APN

Pensions pour les appelés et les rappelés du service national et leurs ayants droit

Examiné et approuvé le 17 septembre dernier en Conseil des ministres, le projet de loi modifiant et complétant l'ordonnance n°76-106 du 9 décembre 1976 portant code des pensions militaires a fait l'objet, hier, de réserves parmi les membres de l'APN.

M. Kebci –Alger (Le Soir) - Ledit code, qui n'a pas été «touché» depuis la dernière modification apportée par la loi 90-01 du 6 février 1990, devra donc être revu à la hausse, ce qui ne devrait aucunement déplaire aux retraités de l'ANP, y compris son personnel civil assimilé (PCA), une frange qui a de tout temps crié à l'injustice que cette révision permet de réparer. Ce qui a fait, d'ailleurs, que tous les intervenants, indépendamment de leurs tendances politiques, ont tenu, hier, à saluer ledit projet dont les amendements introduits dans le dispositif en vigueur assurent la prise en charge, sur le budget de

l'Etat, des pensions de retraite au profit des appelés du service national et leurs ayants droit et ouvrent le droit à une pension aux ayants droit des employés militaires ou civils assimilés décédés en activité et n'ayant pas accompli quinze années de service.

Cette dernière condition de durée minimale de service a rencontré, néanmoins, les réserves chez certains parlementaires. Comme le tiendra, d'ailleurs, à le souligner le chef du groupe parlementaire de l'Alliance de l'Algérie verte (AIV). Pour Naâmane Laouer, ce préalable pénalise bien des personnes, notamment celles parmi les militaires qui ont vu

leur carrière abrégée en raison d'une mesure de radiation avant l'accomplissement de ces 15 ans de service exigés. Comme il s'apresentira sur ceux qui ont été remerciés pour des raisons de santé ou d'incapacité, ce qui, tout naturellement, leur ôte toute perspective d'embauche. Une frange d'agents de l'ANP est bénéficiaire de ce projet de loi que le chef du groupe parlementaire du FFS dira espérer voir élargi à tous les rappelés du service national durant la décennie noire du terrorisme et pas seulement ceux tombés au champ d'honneur ou ayant été blessés dans le cadre d'opérations de maintien de l'ordre, de lutte antiterroriste ou déclarés inaptes pour infirmités ou maladies imputables au service ou aggravées par le fait du service. Ceci, expliquera Bettatache, à travers un dispositif prévoyant des

avantages à ces rappelés, rappelant, au passage, que bien des repentis ont bénéficié de similaires avantages et autres égards. Le député de Bouira posera, à l'occasion, le cas de ces anciens membres de la glorieuse ALN, une quarantaine, de Maghnia, dans la wilaya de Tlemcen, qui, depuis 2007, ont vu leurs pensions gelées au moment où leurs collègues des autres régions du pays continuent à la percevoir sans discontinuité depuis 1963.

Faut-il préciser que ledit projet arrête, dans son article 78, le montant mensuel maximum de la pension d'invalidité à 1,5 fois le SNMG au moment où l'article 45 bis stipule que la revalorisation des pensions militaires de retraite est du seul ressort du ministère de la Défense nationale

M. K.

Le 1^{er} Congrès de l'Onec clôt ses travaux sur une note d'optimisme

Ouvert ce mardi 11 décembre au Sheraton Club-des-Pins à Alger, le 1^{er} Congrès de l'Ordre national des experts-comptables algériens a clos hier après-midi ses travaux. Cette réunion est une première, soulignent les organisateurs.

La satisfaction est de mise quant au nombre et surtout à la haute tenue des communications faites par des invités de renom, patrons de banque, chefs d'entreprises publiques et privées sans omettre les «vieux de la vieille» du domaine comptable.

Bien sûr, au centre de ces deux journées, il a été beaucoup question de l'apport de l'expert-comptable dans l'accompagnement de l'entreprise dans sa dynamique d'évolution, être un trait d'union avec le monde extérieur. Les orateurs ont beaucoup insisté sur la qualité des rapports à mettre en place entre

les deux intervenants, l'un ayant besoin de l'autre.

Il ressort que c'est à un vrai travail pédagogique auquel se sont livrés les différents intervenants dans le but, visiblement, de préciser le rôle de l'expert-comptable pour donner plus de visibilité à cette fonction, sa mise à niveau par rapport aux textes du 20 juin 2010. Et c'est parce que les nouveaux textes introduisent des règles de fonctionnement modernisées à telle enseigne que l'on parle volontiers d'un rôle de maître d'œuvre ou carrément de «coach» à l'endroit du chef d'entreprise.

L'idée maîtresse de ces deux journées de débats est qu'il faut sortir des missions classiques de l'expertise-comptable pour un plus large panel d'interventions. Les conseillers sont-ils alors de bons payeurs ? Le secret de la réussite des ambitions d'une profession revue et corrigée serait bien évidemment dans la bonne entente avec le patron

d'entreprise, le sensibiliser quant au bénéfice qu'il peut tirer dans une bonne collaboration avec son expert et conseiller.

C'est au président Akli Toudert, à qui est revenue la tâche de clôturer ce premier congrès de l'Onec et donner rendez-vous à l'assistance pour les 2^e assises des experts-comptables le 4 mai 2013 à Oran sur le thème : «L'audit et les nouvelles technologies».

Notons, par ailleurs, que experts marocains et tunisiens étaient conviés à ce congrès ainsi qu'une experte française qui n'a pu rallier cette réunion faute de validité de son passeport et donc d'obtention du visa. Enfin, il est à noter l'initiative de Arezki Mahiout qui a proposé, à titre gracieux, un logiciel de contrôle de la qualité utilisé actuellement en France.

Brahim Taouchichet

COUR DES COMPTES

Le syndicat revendique sa réhabilitation

Le Syndicat des magistrats de la Cour des comptes a plaidé «l'urgence» de la réhabilitation de cette instance constitutionnelle.

Cela a eu lieu lors d'une assemblée générale extraordinaire de l'organisation syndicale. Une revendication qui intervient à la veille de l'ouverture de l'année judiciaire. En effet, dans une déclaration lue à la presse à l'issue de ce conclave, le président du Syndicat de la Cour des comptes, Zineddine Harèche, a indiqué que les participants à cette rencontre ont revendiqué la «réhabilita-

tion de cette instance constitutionnelle chargée du contrôle des dépenses des deniers publics». Le président du syndicat a souligné l'impératif de relancer sa «redynamisation et la réactivation de ses missions». «Les magistrats de la Cour sont dans l'incapacité d'accomplir leurs missions en raison des lenteurs administratives qui entravent leur action, ce qui est contraire aux instructions don-

nées par le président de la République concernant la nécessité de conférer davantage de transparence à la gestion des deniers publics et à la lutte contre la corruption», a souligné Zineddine Harèche. Il a également rappelé que cette institution comptait uniquement 100 magistrats financiers, un nombre qu'il juge «insuffisant» au regard du nombre global de magistrats au niveau des ministères, des administrations et des entreprises. Pour rappel, dans un passé récent, le Syndicat de la Cour des comptes

avait exprimé son regret de «voir la Cour des comptes, institution constitutionnelle de contrôle, aboutir à une situation catastrophique en raison de la non-gestion et du mépris qui l'ont caractérisée ces quinze dernières années». Le syndicat avait estimé que cette situation a abouti à de multiples dysfonctionnements, principalement la relégation de la mission de contrôle de la Cour des comptes à un rang secondaire alors qu'elle constitue par définition, son activité première.

A. B.

AFFAIRE DE L'IMAM

B. ZIDANE

L'énigme

de l'enveloppe du 9 août 2005

L'affaire de l'imam B. Zidane sera jugée aujourd'hui par-devant le tribunal criminel de Annaba. Beaucoup de zones d'ombre restent à élucider dans cette affaire qui a fait couler beaucoup d'encre en 2005/2006. La genèse de cette affaire de notoriété publique mérite que l'on s'y attarde un temps soit peu du moment que neuf personnes relevant de différentes institutions (Conservation foncière, Agence foncière, APC et CPA) vont défiler aujourd'hui à la barre.

En ce qui concerne le CPA, deux prévenus auxquels on reproche le délit de dilapidation de deniers publics, et ce, suite à des octrois de crédits dans le cadre de la promotion immobilière, crédits dûment autorisés par la direction générale et répondant à toutes les conditions et garanties. Or, que reproche-t-on à ceux-là mêmes qui n'auront fait qu'exécuter des ordres venus d'une hiérarchie supérieure ? Une instruction aurait été orientée vers l'agence concernée et blocage desdits prêts aurait été ordonné le 9 août 2005. Or, le 15 de ce même mois et de cette même année, le signataire de cette injonction de blocage accompagné du promoteur en question fait une descente à cette agence et interpelle tout le personnel sur l'absence de diligence et les réticences du directeur d'agence et de son adjoint à débloquent l'avant-dernière autorisation (24 millions de dinars). Ces derniers, ignorant la fameuse injonction de blocage du 9 août 2005 et bien que réticents, ne font alors qu'exécuter, et satisfont à la demande du client. Presque une année après, enquête diligente oblige, c'est devant le juge d'instruction que le directeur d'agence prend connaissance d'une copie de la fameuse correspondance demandant blocage des crédits. Cette correspondance n'ayant jamais été reçue et donc enregistrée au niveau de l'agence, ce n'est que le 7 mai 2006 qu'une chargée d'étude découvre par hasard qu'une enveloppe était bel et bien enfermée dans une armoire-coffre... Qui aurait eu intérêt à dissimuler cette enveloppe au directeur d'agence ? Sûrement pas ce dernier puisqu'il aurait voulu ne pas accorder de crédits à cet imam promoteur et sans doute trop preneur, car en fuite au jour d'aujourd'hui.

Que cache une procédure qui se sera étalée sur de nombreuses années en privant de liberté des exécutants ? Seul l'avenir nous le dira et les véritables leviers de cette affaire ubuesque ne sauraient échapper à la justice. C'est du moins le souhait de tous ceux qui œuvrent encore à la défense des deniers publics.

B. B.